

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 14 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2022

Contexte et constats



Publié sur

BERNER

Zone Industrielle Les Manteaux
14, rue Albert Berner
89331 ST JULIEN DU SAULT

Références : 220438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2022 dans l'établissement BERNER implanté Zone Industrielle Les Manteaux 14, rue Albert Berner 89331 ST JULIEN DU SAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu de façon inopinée dans le cadre de l'action coup de poing incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNER
- Zone Industrielle Les Manteaux 14 rue Albert Berner 89331 ST JULIEN DU SAULT
- Code AIOT dans GUN : 0005401378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

Le site stocke et expédie les nombreux produits industriels de marque Berner (non fabriqués par le groupe qui fait du commerce de gros), dont certains produits dangereux de petite taille individuelle justifiant le classement Seveso bas du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.2.4	/	Sans objet
Détection incendie – liste et dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.4.4	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.6.1	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.4.1	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – points d’eau incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.6.4	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc)	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.3.3	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.7.3	/	Sans objet
Recensement des parties à Risques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.1.1	/	Sans objet
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.2.5	/	Sans objet
Contrôle des quantités de produits stockés	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.4.5	/	Sans objet
Zones de préparation de commande (bâtiment E3)	Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 8.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport tient lieu de lettre préfectorale.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités. Il convient que l'exploitant apporte sous un mois des réponses aux observations soulevées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.2.4 Intervention des services de secours Article 7.2.4.1. Accessibilité Les sites disposent en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Article 7.2.4.2, Accessibilité des engins à proximité de l'installation Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">° la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15%,° dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,° la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 KN avec un maximum de 130kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,° chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie, ° aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Article 7.2.4.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : <ul style="list-style-type: none">° largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,° longueur minimale de 10 mètres,° présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».
Constats : Le site dispose de plusieurs points d'accès à tout le site, dont il est possible de faire le tour, avec en plus 2 aires de retournement le long des tronçons principaux. Tous les accès des bâtiments sont à moins de 60m de la voie "engins". Les autres points n'appellent pas de remarques de l'Inspection. Le SDIS envisage de mettre le site sous plan ETARE.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie – liste et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.4.4 Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine des risques Conformément aux engagements pris dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas Sur un seul point de détection. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.
Constats : L'exploitant indique que le système de détection a été mis en place suite à une étude technique. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la détection incendie fait par SIEMENS le 15 novembre 2021 (qui ne porte que sur le site "Est", l'autre partie du site étant vue lors d'un autre contrôle SIEMENS). Les détecteurs sont de modèle FDO221 pour 47 détecteurs, A3 pour 75 détecteurs et et A5 pour 84 détecteurs. Le rapport ne relève pas de dysfonctionnements, un rapport spécifique est joint et a été présenté. L'exploitant a présenté un plan papier des détecteurs du bâtiment "Est" (qui contient les locaux E3, E4 et E5 où sont présents les produits dangereux), daté de 2011 et qui n'était pas à jour. Il a ensuite présenté un plan numérique à jour sur clé USB avec la liste des détecteurs et leur localisation, le tout daté de juin 2021. L'exploitant indique qu'en cas de détection, une personne va faire une levée de doute et essaie d'éteindre s'il est face à un vrai départ de feu, si c'est impossible il lance l'évacuation et l'intervention des ESI. Le redémarrage suite à un déclenchement se fait avec l'aval du responsable sécurité.
Observations : Il convient que l'exploitant veille au maintien de la mise à jour des documents papier, ou au minimum mentionne sur les plans papier le fait qu'ils ne sont plus à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.6.6.1. Système d'alerte interne Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres. Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte. Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au POI. Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent. Ces mesures sont enregistrées sur serveur. Les capteurs de mesure des données météorologiques sont sécurisés. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.
Constats : Le site dispose d'un système d'alerte par des déclencheurs manuels "coup de poing", des détecteurs automatiques. Le personnel est équipé de téléphones portables. L'exploitant indique que le site dispose d'un "téléphone rouge" et un essai d'appel au 18 et au 112 est réalisé tous les mois. L'exploitant indique que le site dispose d'une station météorologique ATMOS au-dessus du bâtiment administratif avec report au poste de sécurité et enregistrement sur le réseau informatique. L'exploitant indique que le site dispose d'un groupe électrogène et d'un onduleur pour protéger contre les pannes de courant.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.4.1 Liste de mesures de maîtrise des risques L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiés dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier avec la liste des moyens de sécurité / MMR. Il a présenté le rapport de contrôle des extincteurs par la société EBAFLAM le 23 décembre 2021, qui portait sur 533 extincteurs, plus 10 sur roues et 48 RIA. La partie "résultats" n'est pas remplie. Il convient que l'exploitant demande à son prestataire de justifier explicitement de l'absence de dysfonctionnements relevés et transmette le justificatif à l'Inspection sous 30 jours. En zone E4: L'inspection a constaté la présence de kit anti-déversement, de RIA, d'extincteurs. En zone E5: L'inspection a constaté la présence d'un sprinklage en toiture et sur racks, ainsi que d'un dispositif automatique de sectionnement permettant de mettre sur rétention la zone de stockage des liquides, par coup de poing. Son bon fonctionnement a été testé.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7.6.4. Ressources en eau et mousse

L'exploitant dispose a minima :

- d'une réserve d'eau de 2 000 m³ minimum sur le site Est et d'une réserve d'eau de 420 m³ minimum sur le site Ouest. Ces réserves sont constamment alimentées et facilement accessibles en toutes circonstances. Pour chaque réserve incendie, trois aires situées en dehors des flux thermiques de 3 kW/m² et de dimension minimale de 8 mètres par 4 mètres sont aménagées pour permettre la mise en œuvre des engins de secours ;
- de quatre bornes incendie en domaine public de débits 155 m³/h, 150 m³/h, 147 m³/h et 150 m³/h ;
- de deux bornes incendie dans le site côté Est de débit 125 m³/h et 134 m³/h et de deux bornes incendie côté Ouest du site de débit 120 m³/h et 115 m³/h ;
- d'un extincteur pour 200 m². Ces extincteurs portatifs adaptés aux risques sont signalés et doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des locaux de stockage, locaux de charge, locaux techniques, dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés protégés contre le gel. L'installation est dimensionnée pour assurer le fonctionnement de quatre RIA et pour permettre d'éteindre un départ d'incendie par deux lances en simultané. Cette disposition est valable pour tous les bâtiments exceptée la cellule E1O (stockage automatisé) ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie qui assure la protection des cellules suivantes :

- * cellules E1, E3 et E4 par extinction automatique à eau sous toiture ;
- * cellule E5 par extinction automatique à eau avec additif AFFF ;
- * les locaux de charge de batteries (dans E3 et E9) ;
- * les salles Autocom et informatiques par extinction automatique à gaz de type FM200 et Argos 55 ;
- * le bâtiment de stockage automatisé et sa zone de réception ;
- * de cuves sprinklers : 2 x 831 m³ dans le site Est et 2 x 550 m³ dans le site Ouest.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

L'ensemble de ces matériels est entretenu, accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Constats : L'exploitant indique que le bassin de réserve incendie est vu lors des rondes (et il est visible depuis le parking du personnel).

Pour le site "ouest", le bassin est alimenté par une pompe dans la nappe phréatique.

Le site dispose de réservoirs d'eau incendie de 870m³ (x2) pour le sprinklage et de 551m³, alimentés par le réseau d'eau de ville, avec un essai toutes les semaines.

Le sprinkler couvre les entrepôts des bâtiment "Est" et "Ouest".

Le site dispose de 6 poteaux/bornes incendie.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des poteaux incendie par la société CHDG le 28 mars 2022.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du sprinklage du bâtiment "Est" par la société GUILLOT le 24 novembre 2021.

Ces rapports n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.3. Formation du personnel Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">* toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;* les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;* des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;* un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;* une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
Constats : L'exploitant a présenté son Document de sensibilisation sécurité des nouveaux arrivants (présenté à tous les nouveaux salariés), d'une durée d'1h avec questionnaire à la fin. Il a également présenté sa procédure "déversement accidentel" et ses consignes d'urgence. Les plans de prévention sont gérés par le service sécurité (responsable, adjoint, agent de sécurité et un prestataire (rondier)). Le site dispose d'une télésurveillance avec 85 caméras. L'exploitant a procédé à un exercice d'évacuation le 31 mai 2021 avec fiche de comptage et évaluation du déroulement: l'évacuation a été faite en 9min (comptage fait) (alors qu'il en fallait 21 lors de la mise en place de la procédure). L'exploitant procède également à des exercices de formation EPI ou ESI avec un suivi dans le fichier "VGP" de suivi des visites périodiques et dans le tableau des formations sécurité qui comprend notamment les formations nouvel arrivant, SST, ESI , ESI et POI, POI, EPI, EPI-ESI. L'exploitant a présenté les rapports de formation des ESI du 2 novembre 2011 et du 22 mars 2022 pour les EPI (10 personnes formées). Ils n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
Observations : Il convient que l'exploitant développe plus dans ses formations les sujets suivants, abordés de façon trop sommaire dans les documents présentés: <ul style="list-style-type: none">* un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;* une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.7.3. Protection des milieux récepteurs Bassin de confinement Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au bassin de confinement étanche de 2 500 m3 à l'est du site. Sa vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service peuvent être actionnés en toute circonstance et sont régulièrement testés, Ce bassin et ses organes de commande sont clairement identifiés, par un affichage spécifique pérenne (panneaux...).
Constats : L'exploitant indique qu'en cas de déclenchement du sprinkler, la commande de fermeture du bassin de confinement est déclenchée automatiquement (avec en plus la possibilité d'un déclenchement manuel si nécessaire). L'exploitant est assuré de la bonne fermeture par un voyant. L'exploitant indique qu'un contrôle sur place de la fermeture du bassin est effectué par un salarié mais cela ne figure pas dans les procédures. En cas d'utilisation des RIA, la fermeture du bassin est faite de façon manuelle, cela figure dans la formation RIA des agents avec une vérification par le responsable sécurité ou son adjoint. Les tableaux de suivi de crise du PC de crise contiennent bien une case à cocher à ce sujet. L'Inspection a constaté la présence du bassin de confinement et du bon état apparent de son boîtier de commande. La fiche POI "EIT" pour Equipier d'Intervention Technique prévoit de vérifier la fermeture des vannes de confinement (avec photo illustrative) et de vérifier sa remise en état en fin de sinistre.
Observations : Il convient que l'exploitant formalise mieux le contrôle de la fermeture du bassin de confinement en cas de contrôle sur place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Prescription contrôlée : ARTICLE 71.1. Localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Les zones à risques figurent dans le document unique (code du travail). Il s'agit pour les risques spécifiques de deux zones dédiées aux produits chimiques (E4a, E4b, E4c et E4d) et aux inflammables (E5). L'Inspection confirme que les clés de voiture équipées d'un bip doivent être soumises aux mêmes contraintes ATEX que les téléphones portables. Le guide ATEX de la DGPR précise en page 12 : "Attention aux téléphones portables, aux clés de voiture, appareils auditifs en zones ATEX." Observation: En zone E3: L'inspection a constaté la présence en très petite quantité de produits dangereux: quelques cartons de "bombes" (style joint de salle de bain) de produit de scellement "MCS" stockés dans le container sur rétention.
Observations : il convient que l'exploitant indique que les clés de voitures électroniques doivent être déposées dans les boîtiers ATEX de la même manière que pour les téléphones portables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.2.5. Désenfumage Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003 (ou version ultérieure), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003 (ou version ultérieure), présentent les caractéristiques suivantes : °système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; °fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; °la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; °classe de température ambiante T(00) ; °classe d'exposition à la chaleur B300. Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du système de désenfumage réalisé par la société ESSEMES le 24 août 2021 qui renvoie à un rapport secondaire. Ces rapports n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des quantités de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.4.5. Contrôle des quantités de produits stockés L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du Travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique disposer, tous les matins, de l'état des stocks de produits dangereux à jour, par rubrique ICPE avec tonnage, et alerte automatique en cas de dépassement d'un seuil. La mise à jour se fait à partir de leur logiciel de suivi logistique, qui inclut la localisation précise du produit par zone prédéfinie lors de l'acceptation du nouveau produit. Le processus d'acceptation des nouveaux produits inclut le volet risques, et gère les FDS. Les FDS (qui concernent plus de 800 produits surtout chimiques) à jour sont stockés sur le portail internet Berner, à disposition des salariés et des clients. L'exploitant ne stocke que des produits en contenant avec un volume prédéfini, et contrôlé par pesée à réception. Les données sont sauvegardées en Allemagne, et l'état des stocks est accessible à distance.
Observations : Il convient que l'exploitant configure l'alerte sur les stocks de façon à déclencher avant le seuil, de manière à garantir qu'il n'est jamais dépassé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zones de préparation de commande (bâtiment E3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2016, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : ARTICLE 8.1.3. Zones de préparation de commande (bâtiment E3) Afin de limiter les risques lors de l'entreposage en flux tendu, pour préparer les commandes des peroxydes organiques provenant des alvéoles E4c/E4d, deux containers coupe-feu sont installés dans la zone de préparation de commandes dans le bâtiment E3. Leurs caractéristiques sont les suivantes : Container isolé de 6 mètres à 1 niveau simple ; Coupe-feu 2 heures ; Rétention : 2 x 1000 litres ; Alarme visuelle fermeture/ouverture de portes ; Ventilation forcée anti-déflagrante intérieure asservie sur un clapet coupe-feu ; Protection incendie avec détection et/ou déclenchement coup de poing avec alarme sonore et visuelle autonome.
Constats : L'exploitant indique ne plus stocker de peroxydes organiques (de type B ou E) au dessus des seuils D comme indiqué dans le porter à connaissance de 2020 (dont il n'a pas encore été donné acte). L'Inspection a constaté la présence des dispositifs de sécurité visés à cet article sur les containers de la zone de préparation des commandes.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet